

Cuba–États-Unis : vers une normalisation ?

Claude Morin

Number 779, July–August 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/78134ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Morin, C. (2015). Cuba–États-Unis : vers une normalisation ? *Relations*, (779), 7–8.



Vraisemblablement, le gouvernement souhaite que cette guerre demeure exemptée de toute transparence et d'imputabilité, à l'image de ce que le journaliste américain Jeremy Scahill définit, dans son essai *Dirty Wars* (Lux, 2014), comme «le nouvel art de la guerre».

Dans une allocution prononcée durant le Forum social des peuples à

Ottawa, en août 2014, le professeur Greg Albo de l'Université York faisait allusion au «nouveau militarisme canadien», expliquant notamment le changement de paradigme entre une politique militaire axée sur le «maintien de la paix» et l'actuelle doctrine calquée sur les échecs criminels de l'administration de George W. Bush. Si l'on devrait peut-être plutôt parler de

«renouveau militariste», considérant que les missions onusiennes peuvent aussi s'inscrire dans un débat sur leur caractère néocolonialiste, il n'en demeure pas moins que la direction prise par le gouvernement Harper ne peut qu'avoir des conséquences funestes.

Jean-Paul Sartre disait que «la guerre, on ne la fait pas, c'est elle qui nous fait». Le gouvernement Harper mène actuellement une guerre sur plusieurs fronts – non seulement sur le sol d'Irak et de Syrie, mais également sur son propre sol, cette fois contre la transparence et l'imputabilité. L'histoire nous apprend, toutefois, qu'il s'agit là d'un sens unique vers la défaite. ●

Manifestation du Collectif Échec à la guerre contre le militarisme canadien en 2013. Photo : Martine Éloy

Cuba–États-Unis : vers une normalisation ?

À quelles conditions l'engagement d'un dialogue devant mener à une normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba pourra-t-il être qualifié d'«événement historique» ?

CLAUDE MORIN

Pendant 55 ans, comme l'a reconnu Barack Obama, la politique de Washington a été d'essayer de renverser la Révolution cubaine. Deux mots la résumaient : «*regime change*». Les États-Unis ont utilisé à cette fin une panoplie de moyens, le principal étant l'embargo commercial, économique et financier décrété en 1962. L'objectif était de prendre le peuple cubain en otage et de l'affamer afin de le pousser à se soulever contre son gouvernement. Cela est écrit noir sur blanc dans les mémos internes jus-

tifiant cette mesure foncièrement immorale. Washington croyait que le régime castriste ne pourrait survivre à cette opération d'asphyxie. L'embargo a causé des souffrances et des dommages colossaux de l'ordre de 100 à 1000 milliards de dollars selon les variables prises en compte.

L'embargo ne fut cependant qu'un des leviers d'intervention utilisés par Washington. Le débarquement à la baie des Cochons, en 1961, est l'épisode le plus spectaculaire parmi les nombreuses tentatives visant à inverser le cours de l'histoire. D'autres formes d'agression ont jalonné ce

demi-siècle. On a dénombré des centaines d'actes de sabotage contre des installations cubaines, des attentats contre les missions diplomatiques, en plus des complots pour assassiner Fidel Castro. Ces actions ont fait plus de 3500 morts et des milliers de personnes handicapées. Les États-Unis ont même introduit dans l'île des maladies ciblant les humains, les plantes et le bétail. Ils ont mené des campagnes récurrentes pour discréditer le gouvernement cubain, l'attaquant sur la question des droits de la personne. Ils ont politisé à l'excès cette question, sans égard au fait qu'ils contribuaient eux-mêmes à entretenir à Cuba une attitude défensive, paranoïaque diraient certains. La réaction des autorités cubaines fut parfois excessive, il est vrai, mais la menace était bien réelle. Les États-Unis ont

L'auteur, historien spécialiste de l'Amérique latine, est professeur honoraire de l'Université de Montréal



«À bas l'embargo!», dit la pancarte d'une des milliers de personnes réunies à la Place de la Révolution, le 1^{er} mai 2015, à La Havane. Photo : PC/Ramon Espinosa

tout fait pour créer, financer et orienter une opposition interne. Ce n'est pas le moindre des paradoxes qu'en raison de leur ingérence continue et subversive dans le pays, ils ont constitué un obstacle majeur à l'institutionnalisation du pluralisme à Cuba.

L'indépendance cubaine a toujours été contraire à la façon dont les États-Unis ont défini leurs intérêts de sécurité avant et après 1959. Au XIX^e siècle, ils appliquèrent à Cuba la métaphore du «fruit mûr». Cuba, détachée de l'Espagne, devait tomber dans le giron comme un fruit mûr tombe au sol. Au XX^e siècle, une fois l'indépendance acquise, le conflit eut comme mobile l'affirmation de la souveraineté cubaine face à la volonté de Washington

de dicter ses choix en matière de politiques économiques ou d'alliances. Les relations entre ces deux pays n'ont jamais été normales, tendues qu'elles furent entre deux pôles : libération/ domination, rébellion/soumission.

Barack Obama a parlé de la nécessité d'une «nouvelle approche». Pourtant, rien n'indique que les États-Unis ont renoncé à la stratégie qui fut la leur pendant un demi-siècle. L'objectif plus ou moins affirmé selon les milieux serait toujours de provoquer un changement de régime à La Havane. Le *soft power* pourrait réussir là où l'usage de la force (*hard power*) a échoué, le moment étant plus favorable grâce à la relève des générations. La nouvelle politique tiendrait donc à un change-

ment de tactique. Washington prétend faire à visage découvert ce qu'il faisait clandestinement, faute d'avoir été présent par le biais d'une ambassade, de ses sociétés, de ses touristes, de ses valeurs.

La décision de rétablir des relations – dans laquelle le pape a joué un rôle de médiation important – ne sera «historique» que si Washington renonce à tenter de dicter ou d'orienter la conduite des dirigeants et du peuple cubains. Le processus de «normalisation» – si tant est qu'une normalisation authentique est envisageable – s'annonce long et contradictoire. L'embargo, la pièce maîtresse, ne sera pas démantelé d'un coup. Plusieurs sujets litigieux opposent les deux pays : la rétrocession de Guantánamo, le sort des propriétés confisquées aux *cubano-americanos* et aux sociétés états-uniennes, les indemnités réclamées par Cuba pour les dommages causés par l'embargo et les attentats, les privilèges exceptionnels accordés aux émigrants cubains, etc.

Par-dessus tout, il y a un principe fondamental : le respect de la souveraineté cubaine. «Nous devons apprendre l'art de coexister, de façon civilisée, avec nos différences», déclarait Raúl Castro en décembre dernier ; une phrase qu'il a reprise à Panama en avril. Barack Obama et ses successeurs peuvent-ils adopter cette règle essentielle à une coexistence pacifique? ●

Imposer l'austérité à l'école publique, c'est **hypothéquer** notre avenir collectif.



— ALLIANCE
DES PROFESSEURES
ET PROFESSEURS
DE MONTREAL —

